



Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation  
et le Soutien aux Enfants des Squats

## RAPPORT POUR L'ASSEMBLEE GENERALE DU 16 MAI 2011

### 1- LE CONTEXTE

#### 1-1 Contexte politique général

Les déclarations de Nicolas Sarkozy en août 2010 modifient le climat politique : l'opinion publique est fortement sensibilisée à la présence des familles roms parmi nous ; certains y trouvent l'occasion de légitimer leur réticence spontanée ; d'autres, nombreux, découvrent ces situations difficiles, souhaitent en savoir plus et éventuellement apporter leur soutien. La rentrée des classes à Lyon, se fait dans cette ambiance, avec un soutien des médias qui filment des enfants roms faisant leur rentrée comme les autres, autour du terrain de Paul-Bert, bidonville de 150 personnes, en plein centre de Lyon menacé d'expulsion par le Conseil Général, propriétaire.

#### 1-2 Situation des terrains et squats depuis mai 2010 à Lyon

De mai à septembre 2010 nous avons recensé 14 squats ou terrains expulsés sur l'agglomération, soit environ 464 personnes, dont 243 enfants (même sur cette courte période certains ont été expulsés plusieurs fois et comptés autant de fois).

Ainsi à la rentrée de septembre le terrain rassemblant le plus de monde était de celui de Paul-Bert ; en parallèle celui de Vénissieux se peuplait, à Saint-Fons des squats plus petits perduraient.

Début novembre Paul-Bert a été expulsé. Les familles qui étaient restées sur le terrain jusqu'au bout étaient les plus démunies ; certaines ont dormi sur une place voisine, d'autres ont pu passer quelques nuits à l'hôtel grâce à la solidarité des habitants du quartier.

En décembre le squat Laure Diebold à Vaise a été évacué ; 60 personnes ont été mises à la rue, sous la neige. Suite à différentes démarches, le jour même quelques familles étaient hébergées dans des hôtels et à 20h le Préfet réquisitionnait une cinquantaine de places dans un gymnase ouvert dans le cadre du Plan froid.

#### Les hébergements d'urgence

De décembre à fin mars, les familles sans abri ont été hébergées soit au centre Saint-Irénée où elles pouvaient rester, soit dans un gymnase pour une durée de 10 jours, puis déménagement dans un autre gymnase, ainsi de suite, dans des conditions invivables.

Depuis le mois d'avril ces personnes sont de nouveau dehors

Le préfet a proposé un hébergement aux femmes avec leurs seuls enfants de moins de 10 ans, laissant les pères et les autres enfants dehors, dissociant les familles. Celles qui ont refusé cette proposition vivent sur des terrains vagues, sans eau à proximité parfois, sur des parkings, dans des jardins publics, d'autres sont parties.

#### Reprise des expulsions au printemps

Depuis le mois d'avril les expulsions de squat reprennent, précédées de pressions policières incessantes qui les vident en grande partie : ainsi à Saint-Fons, route de Vienne et Saint-Jean de Dieu à Lyon, et ailleurs.

Il reste encore un gros squat à Vénissieux, un autre à Gerland, et quelques autres plus petits, tous menacés, les enfants pourront-ils finir l'année scolaire ?

## **2- LE TRAVAIL DE SCOLARISATION**

### 2-1 Résultats

- *Situation au 4 avril 2011, avant la reprise des expulsions*

#### **163 enfants connus scolarisés :**

-135 en primaire dont 20 en maternelle et 115 en élémentaire  
-28 en collège

Par ailleurs nous avons recensé 11 demandes de scolarisation en maternelle, 5 en élémentaire et 31 au collège, pour lesquelles les démarches n'ont pas été entreprises ou n'ont pas abouti, soit un total de

#### **47 enfants connus non scolarisés.**

- *Situation au 12 mai 2011, suite à la reprise des expulsions (d'autres sont programmées)*

#### **43 enfants ont été déscolarisés :**

- 8 en maternelle, 34 en élémentaire,  
- 1 au collège

#### **120 enfants restent scolarisés :**

-93 en primaire dont 12 en maternelle et 81 en élémentaire  
-27 en collège

Ces quelques chiffres montrent la progression par rapport à la situation présentée fin mai 2010, à la dernière AG :

le nombre d'enfants scolarisés fin novembre 2009 était de 101 ; suite aux expulsions de 2 squats importants où beaucoup d'enfants étaient scolarisés (Surville et Viviani), il était passé à 57.

**Il y a donc cette année davantage d'enfants inscrits depuis janvier, avec un temps de scolarité plus long.**

- *La dispersion des lieux de vie comme des établissements scolaires est grande :*

- 33 lieux de vie,  
- 30 écoles et 8 collèges.

Début avril les lieux de vie des enfants connus de C.L.A.S.S.E.S se répartissent de façon à peu près égale entre Lyon et les autres communes de l'agglomération,

- à Lyon principalement les 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup>, 5<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> et 8<sup>ème</sup> arrondissements

- pour le reste de l'agglomération principalement les communes de Saint-Fons, Vénissieux, et Villeurbanne, et dans une moindre mesure, Bron, Couzon, Décines et Givors.

La répartition géographique des familles est susceptible de changer très rapidement au gré des expulsions des terrains et des squats.

### 2-2 Zoom

- Dans le 3<sup>ème</sup> arrondissement un travail important a été fait progressivement pour scolariser les enfants de Paul-Bert ; ils ont été accompagnés dans 8 écoles différentes avec à chaque fois la rencontre des directeurs/trices, des enseignants et des assistantes sociales scolaires. Les référents C.L.A.S.S.E.S se sont réparti le suivi des écoles et des familles. La mairie du 3<sup>ème</sup> a inscrit les enfants sans rechigner et, en concertation

avec l'IEN et le service scolaire en mairie centrale, a proposé des dérogations aux périmètres scolaires. L'expulsion de ce terrain en novembre a cassé tout ce travail ; les enfants ont été pour beaucoup déscolarisés.

- Dans le 9<sup>ème</sup> arrondissement, des élus ont rapidement pris contact avec les associations et ont commencé à chercher des solutions pour leur apporter des conditions de vie dignes (eau, poubelles) ; la scolarisation, ou rescolarisation, a commencé mais a été très rapidement arrêtée par l'expulsion.
- A Vénissieux, en septembre les tentatives de scolarisation n'aboutissent pas : les familles sont peu motivées et la mairie traîne les pieds. Après le jugement de fin décembre qui accorde aux occupants un délai courant jusqu'à mi-mai, les familles sont plus disponibles et la scolarisation s'engage : 20 enfants sont inscrits dans 2 écoles disposant d'une classe CLIN. Les jeunes de 12-13 ans nombreux font avec leurs parents la démarche d'aller s'inscrire à l'IA pour aller au collège. Malheureusement ils attendent toujours une place.
- A Saint-Fons où il y a plusieurs squats et où la scolarisation est difficile pour certains, enseignants et IEN cherchent des solutions : une enseignante CLIN obtient ½ journée de décharge pour accueillir les familles, rencontrer les associations. Peu après le squat le plus important a été vidé, remettant en cause cette organisation.
- Les familles vivant dans de petits squats et suivies plus particulièrement par un référent sont dans une situation un peu différente lorsqu'il y a expulsion, car le contact est plus souvent maintenu. En revanche certains petits squats restent inconnus et peuvent être évacués sans témoin.

### 2-3 Les bénévoles

Du fait peut-être du contexte de l'été, davantage de bénévoles nous rejoignent, dont des jeunes. Certains suivaient à titre personnel une famille et souhaitent pouvoir échanger avec d'autres. D'autres veulent s'informer d'abord, puis éventuellement participer. C.L.A.S.S.E.S s'est efforcé de les accueillir, puis de les accompagner afin de permettre à chacun de trouver sa place compte tenu de son désir, de sa sensibilité, de ses disponibilités. Du coup les réunions mensuelles de coordination ont rassemblé plus de participants qui progressivement se sont investis dans le travail sur le terrain.

### 2-4 Les collégiens

Nous rencontrons sur les squats une population nombreuse âgée de 12 à 14 ans, certains se débrouillent en français et sont allés un petit peu à l'école mais pas suffisamment pour apprendre à lire ; d'autres ne parlent pas du tout le français. De plus en plus souvent les jeunes de cet âge ne parlent plus le roumain ayant très peu vécu en Roumanie.

Dès la rentrée les bénévoles de C.L.A.S.S.E.S ont accompagné des parents avec leurs enfants à l'IA pour les inscrire au collège. Actuellement, parmi les familles connues, une vingtaine de jeunes sont scolarisés au collège, dans 12 établissements différents. Le plus souvent il s'agit de familles bénéficiant d'une certaine stabilité dans leur logement (relogement officiel ou squat stable). Le personnel des collèges prend en charge ces jeunes et C.L.A.S.S.E.S les perd de vue, sauf si quelqu'un reste par ailleurs en contact directement avec la famille. Parfois le lien est assuré par l'assistante sociale du collège.

A la rentrée de janvier 2011, C.L.A.S.S.E.S a accompagné à l'IA des jeunes pour lesquels la démarche n'avait pu encore être faite, certains avaient déjà été inscrits dans un collège l'année précédente mais suite à la suppression de classes ils n'avaient pas été réinscrits automatiquement et ne savaient où aller. A la suite de l'inscription, l'IA a dit aux familles qu'il n'y avait pas de places, qu'il fallait attendre, sans qu'on puisse leur donner une date. Seuls 2 enfants ont été inscrits car ils parlaient bien le français, 15 autres attendent toujours ... Ceux pour lesquels la démarche d'inscription n'avait pas encore été faite ont abandonné voyant son inutilité, ou les bénévoles de C.L.A.S.S.E.S ont renoncé à la proposer pour la même raison. Une vingtaine de jeunes sont dans ce cas, la plupart ont moins de 14 ans.

### **3- L'ACCOMPAGNEMENT POLITIQUE**

#### 3-1 Collège

Devant la situation bloquée malgré des relances nombreuses, C.L.A.S.S.E.S a fait un communiqué, envoyé largement tant à la presse qu'aux partenaires, notamment ceux qui avaient participé localement au « Collectif pour le droit à l'éducation des enfants roms » il y a un an. L'idée était de demander à chacun d'intervenir en son nom sur ce sujet auprès de l'IA. La LDH a ainsi envoyé un courrier ; Tibérius Claudius a proposé une action en justice qui nous a paru trop lourde à mettre en œuvre du côté des familles ; Résovigi nous a encouragés à reprendre contact avec les syndicats enseignants. Une audience a été demandée au nom de l'intersyndicale enseignante à l'IA ; nous avons été reçus, mais ... les enfants n'ont toujours pas reçu d'affectation alors que les enseignants avaient signalé quelques places vacantes. Un accueil spécifique est indispensable pour ces jeunes qui doivent non seulement apprendre la langue et le comportement scolaire, mais qui doivent aussi apprendre à lire.

Un nouveau courrier a été adressé aux maires des territoires sur lesquels des jeunes sont en attente en les interpellant sur leur responsabilité dans le contrôle de l'obligation scolaire de 6 à 16 ans. Il n'est pas question de lâcher prise sur ce dossier mais force est de constater que la situation devient de plus en plus alarmante avec l'arrivée à l'âge du collège d'un plus grand nombre d'enfants.

Cette mobilisation locale s'appuie au niveau national sur le Collectif pour le Droit à l'Education des Enfants Roms et sur l'action de Romeurope, deux collectifs auxquels C.L.A.S.S.E.S participe.

#### 3-2 Les gymnases et l'hébergement d'urgence

La rotation des gymnases tous les 10 jours, de novembre 2010 à fin mars 2011, et les conditions de vie qui y étaient imposées (par exemple l'impossibilité de laver du linge) ont rendu le maintien de la fréquentation scolaire très difficile. Néanmoins C.L.A.S.S.E.S a accompagné les familles qui essayaient de maintenir la scolarisation et a même inscrit quelques enfants dont les parents le demandaient.

C.L.A.S.S.E.S a envoyé un courrier au Préfet dénonçant l'empêchement apporté à la scolarité. C.L.A.S.S.E.S a participé largement à la mobilisation des professionnels de l'urgence sociale et a fait partie du groupe de travail sur l'hébergement d'urgence reçu par le Préfet le 12-01-2011 et par le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale le 2-03-2011.

### 3-3 Maisons Du Rhône

De plus en plus souvent des bénévoles de C.L.A.S.S.E.S accompagnent des familles dans une MDR pour obtenir des aides du Département qui conditionnent la scolarisation. Nous avons constaté dans certains cas des difficultés : RV difficiles à prendre, inégalités de traitement entre les familles difficiles à comprendre et créant des tensions entre les familles. Un RV au Conseil Général a permis d'aborder ces points ; un effort de lisibilité des procédures et de transparence des attributions va être fait, nous a-t-on dit. Reste un questionnement important sur l'obligation d'aide aux familles pour le Département et sur les disparités de fonctionnement entre les départements qui permettent des dérives.

### 3-4 Mobilisation des maires

C.L.A.S.S.E.S avait tenté l'an dernier d'amorcer une concertation entre les maires et les responsables de services des communes accueillant dans leurs écoles des enfants roms vivant en squat. Nous pensions qu'une réflexion commune dans le domaine de l'éducation pourrait déboucher sur une concertation plus globale. Malgré une tentative de relance, cette démarche n'a pas abouti pour l'instant.

## **4- DE NOUVELLES FORMES DE TRAVAIL**

### 4-1 Le travail avec des collectifs locaux

- A St Fons le « groupe rom » qui a démarré l'an dernier a poursuivi et se montre efficace pour coordonner les interventions sur plusieurs squats. Il a reçu successivement les différentes personnes ou services concernés par l'accueil des familles vivant en squat. C.L.A.S.S.E.S est intervenu dans le domaine de la scolarisation.
- A Vénissieux une première tentative de constitution d'un groupe rom n'a pas encore abouti ; elle reste centrée sur la question scolaire et liée à C.L.A.S.S.E.S.
- A Vaise, ce sont des élus qui avaient provoqué une rencontre entre les services concernés et les associations et habitants intervenant sur le squat. Malheureusement l'expulsion en raison d'un arrêté de péril court-circuitant les procédures judiciaires, n'a pas permis à la concertation d'aboutir. C.L.A.S.S.E.S a envoyé un courrier à l'adjointe de la mairie centrale signataire de l'arrêté de péril, pour lui demander les raisons de cette intervention brutale.
- Au niveau de la Ville de Lyon C.L.A.S.S.E.S participe à un groupe de travail « accès à la scolarisation » réunissant des services de la Ville (service medico-social scolaire, CCAS, veille squat...), des représentants du Département, de l'IA, et des associations intervenantes (MDM, C.L.A.S.S.E.S et ASET69) autour des cabinets des Adjointes à l'Education et aux Affaires sociales. C'est l'occasion d'informer sur les situations et les obstacles rencontrés, de permettre aux assistantes sociales scolaires avec lesquelles nous travaillons beaucoup à Lyon d'argumenter la nécessité pour leur service d'aller au devant des publics étrangers à l'école. C'est dans ce cadre qu'a été lancée l'initiative d'une information des familles sur l'école dans les gymnases et au Centre Saint-Irénée

#### 4-2 Un atelier de peinture avec Art et Développement Rhône-Alpes

Cet atelier se tient tous les samedis au hangar de Vénissieux depuis le mois de novembre 2010. C.L.A.S.S.E.S a fait appel aux compétences d'A&D dans la gestion d'ateliers de peinture dans la rue ; C.L.A.S.S.E.S finance le matériel des ateliers, mais tous les intervenants sont bénévoles. Une trentaine d'enfants sont présents chaque fois et de 6 à 10 intervenants mêlant bénévoles de C.L.A.S.S.E.S et de A&D.

Le bilan de cet atelier est extrêmement positif au-delà de l'intérêt évident pour les enfants et leurs parents, du plaisir et de la joie partagés qu'il génère à chaque séance. Il permet à tous les intervenants une rencontre avec les familles, autrement que la rencontre dans la rue lorsque ces personnes mendient. Pour les jeunes notamment, sensibilisés mais ne sachant comment s'investir, il a permis les premiers contacts. Il représente en quelque sorte une porte d'entrée, un type d'investissement intermédiaire qui permet à chacun de réfléchir à la suite. Cet atelier est aussi une aide pour créer un réseau de soutien local, une façon même de changer le regard des habitants du quartier, et peut-être même une occasion d'ouverture vers les enfants du voisinage.

#### 4-3 Le travail avec les enseignants

Une nouvelle rencontre entre les enseignants accueillant des enfants des squats dans leur classe et les référents de C.L.A.S.S.E.S s'est tenue récemment. Cette mise en commun est si riche que nous pensons faire 2 rencontres l'an prochain. Ce serait aussi le moyen de développer un réseau informel inter-écoles qui permettrait de suivre mieux les enfants qui passent d'une école à une autre, scolarisés 10 jours ici, puis 2 mois ailleurs, qui disparaissent un temps et réapparaissent ... il faut en effet essayer de rendre plus efficaces ces scolarités qui resteront forcément chaotiques tant que les familles ne pourront se poser quelque part. C'est aussi une façon de donner du sens à l'investissement important fait par les enseignants lorsqu'ils accueillent un enfant qui ne reste pas.

Par ailleurs l'IA semble vouloir reconnaître C.L.A.S.S.E.S comme référent des jeunes roms vivant en squat et inscrits dans un collège, afin de permettre au principal ou à l'assistante sociale de nous contacter pour avoir des nouvelles de jeunes qui « disparaissent » du collège, sans qu'ils aient les moyens de contacter la famille directement.

#### 4-4 Le travail avec les associations participant au Collectif Rrom de l'agglomération lyonnaise

C'est un travail qui n'est pas nouveau mais qui se développe avec Médecins du Monde pour la santé des enfants, les vaccinations, avec la Cimade pour les problèmes juridiques concernant les familles, les recours pour les allocations familiales, les OQTF, avec l'Alpil pour les recherches de logement, la transmission de renseignements sur la scolarisation, sur les itinéraires des familles, les démarches entreprises par les parents, afin de nourrir les dossiers transmis aux avocats dans le cadre des assignations en référé au Tribunal pour expulsions, ou les dossiers DALO. En effet la précarité de la vie des familles a une incidence directe sur la scolarisation et le lien avec ces associations permet un travail plus cohérent et constructif avec les familles.

## 5- CONTRIBUTION A L'INFORMATION ET A LA LUTTE CONTRE LES PREJUGES

### 5-1 Interventions diverses

C.L.A.S.S.E.S a été souvent sollicité pour parler des difficultés de scolarisation des enfants rroms. Ces interventions sont toujours l'occasion de rencontres intéressantes, permettant d'élargir notre réseau. La préparation de la table ronde au CHRD (Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation) a même été à l'origine du contact avec la Fondation Paul Skop qui nous a ensuite attribué le Prix 2010, partagé avec l'Alpil et la Cimade. Le prix de 1000€ nous a été remis officiellement le 1<sup>er</sup> février 2011. Qu'elle en soit ici remerciée.

- Conférence de presse avec le Collectif Rrom le 21-09-10
- Participation à une table ronde au Centre d'Histoire de la Résistance et de la Déportation le 6-10-10, dans le cadre de l'exposition du photographe Bruno Amsellen « Voyages pendulaires. Des Roms au cœur de l'Europe »
- Participation à la soirée, spectacles et interventions, au TNP le 8-11-10, « La caravane passe, quels droits à l'errance aujourd'hui ? », à la suite de la manifestation du 4 septembre « Contre la politique de haine, Liberté-Egalité- Fraternité ».
- Participation à la Semaine de la Solidarité Internationale le 13-11-10
- Participation à la soirée de soutien aux familles du terrain de Paul-Bert, le 10-11-10, au café « de l'autre côté du Pont »
- Participation à un groupe de travail sur la parentalité en exil, à l'hôpital du Vinatier (réseau SAMDARRA) qui aboutit à la publication d'un livre « Etre parents ici quand on revient de loin. *Regards croisés sur la parentalité* » ; il sera présenté le 21 juin dans le cadre d'un colloque organisé à l'IEP de Lyon auquel nous participerons aussi.
- Intervention le 2-02-11 dans le cadre de l'Atelier Grundtvig 2011, formation destinée à des jeunes européens, organisée par Humanity In Action (HIA France), autour de la question « Que sait-on des Roms en Europe 5 ans après le début de la Décennie pour l'inclusion des Roms ? »
- Intervention lors de la projection du film « Dessine-toi » au Comœdia, à la demande de la LDH 8<sup>ème</sup>, le 3-02-2011

### 5-2 Dans les médias

- Participations à plusieurs émissions à la rentrée de septembre : notamment FR3 national, France-inter, Radio-canuts
- Interviews et articles dans plusieurs journaux, dont « La Croix » et « Phosphore ».
- Dans la presse locale de nombreux interviews ont donné lieu à des articles tout au long de l'année, et surtout à l'automne.

### 5-3 Participation à des évènements

- Manifestation du 4 septembre 2010 « Contre la politique de haine, Liberté-Egalité-Fraternité » regroupant plusieurs milliers de personnes
- La soupe solidaire du 21 décembre 2010 organisée sur la place A.Poncet avec des syndicats et les membres du Collectif des Professionnels de l'Urgence Sociale
- La fête pour la Journée mondiale du peuple rrom prévue et organisée pour le 9 avril n'a pu avoir lieu en raison des interdictions d'utiliser la place prévue.

## 6- POUR CONCLURE ET ENGAGER LA DISCUSSION

La situation des familles roms de l'agglomération lyonnaise ne s'est pas améliorée, en revanche la scolarisation a malgré tout progressé : il y a davantage d'enfants inscrits mais surtout ils sont plus nombreux à fréquenter régulièrement l'école. L'obstacle majeur n'a pas changé, pour arriver à une scolarisation régulière permettant les apprentissages, il faut une certaine stabilité dans le logement.

Néanmoins, on constate qu'au travers des premières expériences de scolarisation, se construit pour l'ensemble de la famille une première image de l'école et de l'écolier. C'est une expérience cumulative qui fera que le plus jeune de la fratrie a des chances d'être mieux scolarisé que ne l'a été l'aîné. Ainsi, un enfant qui est accueilli même une semaine seulement dans une école, ce n'est pas perdu, même s'il « disparaît » ensuite.

S'il y a davantage d'enfants scolarisés ce n'est pas qu'il y a plus d'enfants présents, c'est que C.L.A.S.S.E.S a pu en accompagner davantage. L'an dernier nous nous étions interrogés sur l'impossibilité de suivre toutes les familles rencontrées. Cette année nous avons pu mieux répondre grâce aux nouveaux bénévoles qui sont venus nous rejoindre. Il reste pourtant encore des enfants sans contact avec l'école.

Nous avons déjà souligné le problème du collège. Cette année il est devenu très présent puisque des jeunes, inscrits à l'Inspection d'Académie, n'ont pas été affectés à un collège depuis janvier. C.L.A.S.S.E.S a mené une campagne pour faire pression, a demandé à ses partenaires de faire pression à leur tour ; l'inter-syndicale enseignants a pris en charge cette revendication ... sans succès pour l'instant. Nous ne baisserons pas les bras.

Nous voulions développer les relais locaux ; c'est à poursuivre sous différentes formes en profitant des opportunités. En revanche nos efforts pour susciter une concertation entre les maires n'ont pas encore abouti.

Pour l'année à venir C.L.A.S.S.E.S se propose de poursuivre le travail entrepris en mettant l'accent sur

- le travail avec les enseignants pour développer des réseaux, pour faire du lien dans les scolarités qui resteront encore chaotiques,
- l'animation et le développement du groupe des référents qui constitue le cœur de l'association.

Nous souhaitons aussi faire mieux connaître la situation des familles en errance dans l'agglomération.

Enfin nous voudrions trouver des personnes-ressources pour répondre à des demandes plus spécifiques, telles que le soutien scolaire, l'apprentissage du français pour des adultes ou l'accompagnement de jeunes dans l'apprentissage d'un métier.